

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 15 NOVEMBRE 2017**

DS/RT

OBJET : N° 4.3 – RESSOURCES HUMAINES– ARCHIVISTE TEMPS PARTAGE

L'an deux mille dix-sept, le quinze du mois de novembre à quinze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

A donné pouvoir :

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat, à Mme Geneviève CHASTAGNIER.

Etait absent excusé :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

OBJET : N° 4.3 – RESSOURCES HUMAINES–
ARCHIVISTE TEMPS PARTAGE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Le SEBA s'est engagé dans une démarche de partenariat entre plusieurs acteurs publics, visant à la mise à disposition partagée des compétences et savoir-faire spécialisés d'un archiviste professionnel.

Ce partenariat, initié par le Syndicat départemental des énergies de l'Ardèche (SDE 07), s'adresse à des structures publiques ne disposant pas d'archiviste permanent en interne.

L'objectif du partenariat est de permettre aux organismes concernés de mener une politique d'archivage et de gestion de l'information maîtrisées des documents existants et dématérialisés, de leur création à leur sort final.

Dans le contexte de développement de l'usage du numérique, la mission proposée intègre au projet, outre la conservation des archives publiques dans le respect de la réglementation, les pratiques du « record management » (gestion et accessibilité des documents) et de documentation (gestion et diffusion de l'information). Le partenariat est placé sous le contrôle scientifique et technique des Archives Départementales de l'Ardèche.

Après diagnostic des besoins des collectivités intéressées, quatre d'entre elles se sont montrées prêtes à un partenariat :

- SDE 07
- Ardèche Habitat
- SDIS 07
- SEBA

Les besoins recensés par le SEBA, en continuité du travail d'un an d'un archiviste à mi-temps en 2016, permettant de traiter les archives des anciens syndicats primaires, sont :

- en matière de conservation des archives : traitement de 100 ml d'archives du délégataire, et de 7 ml de vrac
- en matière de gestion des archives : sensibilisation des agents, rationalisation des systèmes de classification, étude d'un projet de GED.

Le rôle du porteur du projet (SDE 07) serait :

- Gestion du recrutement, y compris passage devant les instances paritaires,
- Gestion de la carrière de l'archiviste, recruté sur un contrat de droit public de trois ans (attaché de conservation du patrimoine, échelon 4).

Une convention d'affectation de personnel contractuel (voir modèle en pièce annexe) réglerait les conditions d'intervention et le partage financier à opérer. Pour le SEBA, la participation prévisionnelle serait de 28 836,38 € sur 3 ans pour la partie salariale, auxquels s'ajouteraient en particulier les frais de déplacements et frais divers.

Il est proposé au bureau syndical de :

- Approuver le principe de ce partenariat, incluant les conditions financières décrites,
- Autoriser le président à toutes signatures dans ce dossier, et en particulier la convention d'affectation de personnel contractuel telle que présentée en annexe.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL

CONVENTION D'AFFECTION DE PERSONNEL CONTRACTUEL

Entre

Le Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche représenté par son Président, Monsieur Jacques COUDENE, d'une part

Et

- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Ardèche, représenté par sa Présidente, Madame Sandrine CHAREYRE,
- Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, représenté par son Président, Monsieur Jean PASCAL,
- Ardèche Habitat, représenté par son Président, Monsieur Olivier PEVERELLI,

d'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment les articles 61 à 63,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition :

Le Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche, affecte au :

- Service Départemental d'Incendie et de secours l'Ardèche,
- Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche,
- Ardèche Habitat,

un agent contractuel du cadre d'emplois des Attachés de conservation du patrimoine pour exercer les fonctions d'archiviste à compter du 1 janvier 2018, pour une durée de 3 ans, renouvelable au maximum 1 fois, soit jusqu'au 31 décembre 2020.

La fiche de poste est jointe à la présente convention.

Article 2 : Conditions d'emploi :

Le travail de l'agent affecté est organisé par chacun des établissements d'accueil, dans les conditions suivantes :

- Répartition du temps :

PARTENAIRES	ANNEE 2018	ANNEE 2019	ANNEE 2020
SDE 07	30%	30%	30%
SDIS	50%	10%	10%
SEBA	10%	50%	10%
AH	10%	10%	50%

- Durée de travail hebdomadaire : 35 heures

L'employeur d'origine sera tenu informé des dates de congés annuels, et destinataire des justificatifs relatifs à tout type d'absence : maladie, autorisations d'absence, grève, etc...

La situation administrative et les décisions (octroi de temps partiel, congés maladie sauf CMO, congé de formation, actions relevant du CPF, discipline, etc ...) de l'agent relèvent de la collectivité d'origine après avis de l'organisme d'accueil.

Article 3 : Rémunération :

Le Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche versera à l'agent la rémunération correspondant au grade d'attaché de conservation du patrimoine, échelon 4

Les indemnités liées au remboursement des frais sont versées par l'organisme d'accueil.

L'organisme d'accueil peut verser directement à l'agent un complément de rémunération qui serait justifié par ses fonctions, dans les limites prévues par les articles 87 et 88 de la loi n° 84-53.

Article 4 : Remboursement de la rémunération :

Les établissements d'accueil (SDIS, SEBA, AH), rembourseront au Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à l'agent affecté, sauf cas d'exonération totale ou partielle prévue par une décision de l'assemblée délibérante de la collectivité d'origine.

Article 5 : Contrôle et évaluation de l'activité :

L'agent affecté devra bénéficier d'un entretien individuel au cours du 4^{ème} trimestre de chaque année à l'issue duquel un rapport sur la manière de servir de l'intéressé sera établi par chacun des établissements d'accueil et transmis au Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche qui établira la notation.

Ce compte-rendu d'entretien professionnel sera transmis à la collectivité d'origine.

En cas de faute disciplinaire la collectivité d'origine sera saisie par l'établissement d'accueil.

Article 6 : Congés pour indisponibilité physique :

L'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés de maladie ordinaire et en informe la collectivité d'origine.

Le Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche verse les prestations servies en cas d'indisponibilité physique ; il supporte seul la charge de la rémunération versée en cas d'accident de service, de maladie professionnelle et l'allocation temporaire d'invalidité.

Les organismes d'accueil rembourseront les charges liées au maintien de la rémunération en maladie ordinaire, au prorata du temps alloué à chacun.

Article 7 : Formation :

Les organismes d'accueil supportent les dépenses occasionnées par les actions de formation dont ils font bénéficier l'agent affecté

La collectivité d'origine prend les décisions relatives au bénéfice du compte personnel de formation (CPF), après avis des collectivités d'accueil.

Article 8 : Fin de la mise à disposition :

L'affectation de l'agent peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention :

- à l'initiative de l'un des établissements d'accueil (SDIS, SEBA, AH), de la collectivité d'origine (SDE 07) ou de l'agent affecté, moyennant un préavis de 3 mois.
- en cas de faute disciplinaire, il pourra être mis fin sans préavis à l'affectation par accord entre la collectivité d'origine et les organismes d'accueil.

Article 9 : Contentieux :

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif de Grenoble.

Article 10 : La présente convention est transmise à l'agent avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer son accord.

Fait à ,
Le ,
Pour la **collectivité d'accueil (SDIS)**,
La Présidente,

Fait à ,
Le ,
Pour la **collectivité d'origine (SDE 07)**,
Le Président,

Fait à ,
Le ,
Pour la **collectivité d'accueil (SEBA)**,
Le Président,

Fait à ,
Le ,
Pour la **collectivité d'accueil (AH)**,
Le Président,